



# REVUE DE PRESSE

Du 5,6 & 7 décembre 2022

Mission Communication



# SOMMAIRE

## 01 **TRANSPORT** .....P3

BELLE REMONTEE DU TRANSPORT AERIEN PORTE PAR LE TOURISME.....P3

## 02 **DIVERS**..... P5

NELLE REGLEMENTATION ENVIRONNNT : LES HEBERGEMENTS INSOLITES EN PERIL ? .....P5

CORSICA LINEA : « CEUX QUI N'ONT PAS ANTICIPE LE VIRAGE DURABLE AURONT DU MAL A EVOLUER » .....P6

## 03 **CORSE**.....P10

UN APPEL A PROJETS EN SOUTIEN A L'ECONOMIE SOC. ET SOLIDAIRE .....P10

L'ASSOCIATION POUR LE LIBRE ACCES AUX PLAGES TOUJOURS ENGAGEE.....P11

## 04 **CONJONCTURE** .....P12

TOURISME : DES INTENTIONS DE DEPART PLUS INCERTAINES ? .....P12

o

## LAQUOTIDIENNE DU 6/12

## BELLE REMONTEE DU TRANSPORT AERIEN PORTE PAR LE TOURISME

<https://www.laquotidienne.fr/belle-remontee-du-transport-aerien-porte-par-le-tourisme/>

La demande de transport aérien a augmenté de 44,6 % en octobre dernier par rapport au même mois en 2021 et s'est stabilisée à 74,2 % du niveau de 2019, en raison de la croissance du marché asiatique à l'international, selon l'Association internationale du transport aérien (IATA).

Les restrictions de voyage liées au Covid-19 en Chine ont pesé sur les chiffres à l'échelle nationale et en octobre, elles ont chuté de 0,8 % par rapport à la même période il y a un an et s'élevaient à 77,9 % en 2019. Les réservations nationales à terme restent quand à elles autour de 70 % du niveau pré pandémie.

Le directeur général de l'IATA, Willie Walsh, a souligné que traditionnellement, octobre est la saison des voyages d'automne « la plus lente de l'hémisphère nord », il est donc « très rassurant de voir que la demande et les réservations à l'avance continuent d'être si fortes ». Sur ce, il a ajouté que cela était de bonne augure pour la prochaine saison hivernale et la reprise en cours.

**Le trafic international en Europe augmente de 61 %**

Par zone, le trafic international d'octobre pour les compagnies aériennes d'Asie-Pacifique a le plus augmenté, en hausse de 440,4 % par rapport au même mois en 2021. La capacité a augmenté de 165,6 % et le coefficient d'occupation a augmenté de 39,5 points de pourcentage pour atteindre 77,7 %.

Du côté des opérateurs européens, leur trafic international a augmenté de 60,8% par rapport à octobre 2021, tandis que les capacités ont augmenté de 34,7% et le coefficient d'occupation s'est élevé à 84,8%.

Les compagnies aériennes du Moyen-Orient ont enregistré une hausse de la demande de 114,7 % en octobre, devant les compagnies nord-américaines et latino-américaines, dont le trafic international a augmenté de 106,8 % et 85,3 % en octobre, respectivement.

En Afrique, le trafic aérien a augmenté de 84,5 % en octobre par rapport à il y a un an.

**La demande de fret aérien chute de 13,6 %**

La demande de fret aérien a chuté de 13,6 % en octobre par rapport au même mois en 2021, tandis que la capacité mondiale, mesurée en tonnes-kilomètres de fret disponibles, a chuté de 0,6 %.

Selon l'IATA, l'une des raisons de la baisse du fret est la forte appréciation du dollar américain , étant donné que de nombreux coûts sont libellés en dollars, ajoutant également une inflation élevée et des prix élevés du carburant pour les avions.

Par région, les compagnies aériennes nord-américaines ont diminué de 8,6 % la demande de fret aérien international par rapport à la même période en 2021.

Les compagnies aériennes du Moyen-Orient ont enregistré une baisse de 15 %, tandis que la demande des compagnies aériennes européennes a chuté de 18,8 %.

En outre, les compagnies aériennes d'Asie-Pacifique ont enregistré une baisse de 14,7 %, tandis que les compagnies aériennes d'Amérique latine ont enregistré la plus faible baisse de toutes les régions, en baisse de 1,4 %.

Le directeur général de l'IATA, pour sa part, a souligné que le fret aérien continue de faire preuve de « résilience » alors que les vents contraires persistent.

« Alors que 2022 touche à sa fin, il semble que les incertitudes économiques actuelles se poursuivront au cours de la nouvelle année et nécessiteront une surveillance étroite et continue », a-t-il ajouté.

## ECHO TOURISTIQUE DU 6/12

### NOUVELLE REGLEMENTATION ENVIRONNEMENTALE : LES HEBERGEMENTS INSOLITES EN PERIL ?

<https://www.lechotouristique.com/article/nouvelle-reglementation-environnementale-les-hebergements-insolites-en-peril>

A partir de début 2023, une nouvelle réglementation environnementale doit s'appliquer sur certains des hébergements insolites des camping. En entraînant un surcoût de fabrication qui pourrait les menacer, selon la FNHPA.

C'est un nouveau cheval de bataille pour les professionnels de l'hôtellerie de plein air. Dans les campings, les yourtes, pods cabanes et autres lodges – pour n'en citer que quelques-uns – sont en effet concernés par l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation environnementale 2020. Déployée sur deux ans, la "RE2020" doit en effet s'appliquer aux Habitations Légères de Loisirs (HLL) à partir de début 2023.

Son objectif : améliorer la performance énergétique et l'empreinte carbone des bâtiments neufs, tout au long de leur cycle de vie. Dans cet esprit, les HLL devraient ainsi être mieux isolées. Et coûteraient donc plus cher à fabriquer. « Tout ça part d'une bonne intention, et nous sommes évidemment dans une dynamique d'amélioration de la performance énergétique et de la réussite de la transition écologique, il n'y a pas de débat là-dessus », insiste Nicolas Dayot, le président de la Fédération nationale de l'hôtellerie de plein air (FNHPA). Reste que selon lui, les conséquences de cette nouvelle réglementation seront multiples. « En fonction du constructeur le coût pourrait augmenter de 30 à 40%, estime-t-il, ce qui risque de faire grimper de 20 à 30% le prix du séjour. Or le rapport qualité-prix, c'est notre argument numéro un. Les campings vont sans doute préférer installer autre chose à la place. » Et de pointer les conséquences pour les constructeurs de HLL, ainsi que l'impact sur l'emploi.

« Il y a des équilibres à trouver »

De son côté, Michel Durrieu, le patron d'Huttopia, estime dans un post LinkedIn que l'application de cette réglementation mènerait « à un bilan carbone dégradé, les matériaux utilisés pour atteindre les critères imposés auraient un impact carbone supérieur aux économies attendues au niveau énergétique selon une étude menée par Carbone 4 ».

C'est d'autant plus paradoxal que nous sommes en train de développer toute une réflexion avec la Banque des territoires pour le développement de l'hébergement insolite, notamment pour sauver les 3000 petits campings français qui pourraient devenir des lieux d'hébergements insolites », regrette Nicolas Dayot, rappelant qu'en novembre 2021, Jean Castex, alors Premier ministre, avait annoncé l'augmentation du quota de HLL dans le cadre du plan Destination France.

En tout cas, il va falloir faire vite. « Ce que nous proposons, c'est d'exonérer les toutes petites HLL et d'appliquer une réglementation environnementale 2020 adaptée, avec une logique graduée. Il y a des équilibres à trouver », plaide-t-il. Les discussions portent notamment sur des exonérations en fonction de la surface de ces HLL, ou de leur usage. "Nous avons envoyé des propositions techniques au ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires (dont dépend cette réglementation, Ndlr) ainsi qu'au ministre délégué en charge de la Ville et du Logement. Nous attendons son retour pour pouvoir aborder le sujet concrètement et améliorer encore la proposition pour que le texte (...) intègre les spécificités des HLL. »

## TOURMAG DU 7/12

### CORSICA LINEA : « CEUX QUI N'ONT PAS ANTICIPE LE VIRAGE DURABLE AURONT DU MAL A EVOLUER »

[https://www.tourmag.com/Corsica-Linea-Ceux-qui-n-ont-pas-anticipe-le-virage-durable-aurent-du-mal-a-evoluer\\_a116569.html](https://www.tourmag.com/Corsica-Linea-Ceux-qui-n-ont-pas-anticipe-le-virage-durable-aurent-du-mal-a-evoluer_a116569.html)

Cette période festive s'annonce faste pour Corsica Linea.

Dans les semaines à venir, la compagnie soufflera ses sept premières bougies, accueillera son nouveau navire, le A Galeotta, qui sera le premier navire propulsé au Gaz Naturel Liquéfié (GNL) à desservir la Corse et croise les doigts pour garder la délégation de service public pour la continuité territoriale entre la Corse et le continent pour les sept ans à venir.

En parallèle, Corsica Linea est une compagnie engagée, comme nous l'expliquent Pierre Mainguy, directeur commercial et marketing et Serena Paoli, responsable marketing.

C'est la raison pour laquelle elle est inscrite aux Césars du Voyage Responsable. « Et parce qu'on le mérite ! », ajoute Pierre Mainguy. Interview.

#### « Le pavillon français nous engage au quotidien »

##### **TourMaG.com - Corsica Linea bat pavillon français, pourquoi ce choix ?**

**Pierre Mainguy et Serena Paoli** : Oui et plus exactement le pavillon français premier registre, qui est le plus exigeant en termes de sécurité et de formation. Donc on le revendique !

C'est un socle de Corsica Linea, un principe fondateur de la compagnie, dans le cadre de notre mission de service public. C'est important éthiquement et socialement de bâtir cette compagnie sur ce pavillon français, une référence mondiale sur le domaine maritime.

Avec ce pavillon, on s'engage au quotidien, on fortifie notre rapport au local et on marque plus fortement notre service client.

Et sous ce pavillon, on espère pouvoir continuer notre mission de service public (l'Assemblée de Corse vote la délégation de service public ces prochains jours).

**« Des normes de plus en plus exigeantes qu'on essaie de dépasser »**

**TourMaG.com - Vous citez 3 piliers fondateurs : la satisfaction client, la transition énergétique et l'engagement sociétal : en quoi sont-ils liés ?**

**Pierre Mainguy et Serena Paoli :** Ces sujets sont tous imbriqués. Depuis bientôt 7 ans, nous avons un objectif : être en permanence en mouvement et en amélioration continue.

La satisfaction client, c'est notre priorité, mais elle passe par une brique sociétale, par exemple en écoutant les avis clients depuis Avis Vérifiés, dont le siège est à Marseille : on reste dans le local.

Le client est au centre, on l'écoute et pour qu'il se sente bien, on se renouvelle, on modernise les bateaux, on fait monter en gamme nos restaurants... Mais là aussi, avec une brique locale et sociétale, en passant par des fournisseurs locaux.

Quant à la transition énergétique, il faut la faire, d'abord parce que nous avons des normes de plus en plus exigeantes, qu'on essaie de dépasser pour aller plus vite. Au-delà, notre responsabilité plus largement, c'est de favoriser des initiatives qui font sens pour les clients.

Il y a la traversée et les basiques bien sûr, mais nous cherchons aussi à améliorer l'expérience passagers, nous sommes attentifs aux retours pour développer de nouvelles actions, de nouveaux services, faire la réfection des cabines, mais avec une sensibilité forte et de vraies actions en faveur d'une transition et avec un vrai ancrage sur notre territoire.

**« Des partenariats qui ont du sens »**

**TourMaG.com - Comment s'exprime cet ancrage local ?**

**Pierre Mainguy et Serena Paoli :** Nous avons une responsabilité sociale et sociétale, de par notre mission de service public. Nous choisissons des partenariats qui ont du sens.

Par exemple, nous sommes investis auprès d'associations liées à la santé, comme la Marie-Do ou l'Inseme. Le but est d'aider à la prise en charge des accompagnants ou des malades corses allant se faire soigner sur le continent.

En plus de notre engagement, le client peut faire un geste : s'il souhaite abonder de X €, nous abondons d'autant.

Nous sommes aussi investis dans les domaines de l'éducation et la formation aux métiers du maritime. Nous avons un partenariat avec le Lycée Maritime de Bastia et l'École Nationale de la Marine Marchande, ce qui nous permet des recrutements.

Nous sommes aussi partenaire de Cap Nord Entreprendre pour faire connaître et valoriser les métiers de notre secteur auprès des jeunes.

Enfin, nous avons des partenariats avec des producteurs locaux, des festivals... Notre démarche est de ne pas multiplier les partenariats, d'en faire quelques uns mais les faire bien et d'être totalement investis.

### **« Nous sommes labellisés Green Marine Europe depuis 2 ans »**

#### **TourMaG.com - Parlez-nous du label Green Marine ?**

**Pierre Mainguy et Serena Paoli** : C'est la première certification environnementale européenne sur le transport maritime. Elle est issue de la collaboration entre l'ONG Surfrider Foundation Europe et l'Alliance Verte

Nous sommes labellisés Green Marine Europe depuis deux ans maintenant. La certification Green Marine vise à promouvoir les différentes actions menées autour de la réduction des émissions de CO2 et de l'empreinte environnementale.

Il y a un audit avec 8 indicateurs de performance : la pollution sonore, les émissions NOX, SOX et PM, les émissions de CO2, les espèces aquatiques envahissantes, la gestion des matières résiduelles, le recyclage et les rejets huileux.

C'est la deuxième année, on poursuit ce qu'on a entrepris en cherchant à aller au-delà des exigences réglementaires.

Lire aussi : Calculer l'empreinte carbone en ferry, c'est enfin possible

### **« Le GNL réduit d'environ 25% les émissions de CO2 »**

#### **TourMaG.com - Corsica Linea prévoit la livraison d'un tout nouveau navire au GNL, où en est-on ?**

**Pierre Mainguy et Serena Paoli** : La confirmation de la commande s'est faite à l'été 2019, c'est un très long processus qui, ça y est, arrive enfin au bout, nous avons signé ce mardi matin (le 6 décembre 2022, ndlr).

Le A Galeotta arrivera de Venise la semaine prochaine, il restera à quai à Marseille pour un démarrage d'exploitation vers la Corse le 8 janvier 2023.

Il correspond à notre double besoin de fret (avec de grands espaces garage) et de passagers (avec des espaces voyageurs confortables).

Ce sera le premier navire propulsé au Gaz Naturel Liquéfié à desservir la Corse. On a fait ce choix dans un contexte de mix énergétique.

Aujourd'hui, le GNL est l'un des combustibles les plus pertinents dans la construction de bateaux. Il réduit d'environ 25% les émissions de CO2.

### **« Un panel d'initiatives qui se complètent »**

#### **TourMaG.com - Votre engagement dans la transition énergétique s'appuie sur quelles autres solutions ?**

**Pierre Mainguy et Serena Paoli** : On espère pouvoir continuer à renouveler la flotte. Est-ce que ça passera par le GNL ? Il est trop tôt pour le dire, mais comme l'ensemble des armateurs, on travaille à différentes solutions.

On s'appuie sur un mix énergétique qui est en fait un panel d'initiatives qui se complètent : on a 5 bateaux équipés de scrubbers pour les fumées, 3 qui sont branchés électriquement à quai à Marseille pendant les escales.

On travaille sur la réduction de la vitesse, une décision pragmatique et simple, qui certes rallonge le temps de la traversée, mais permet de réduire les émissions de manière conséquente.



Chaque navire a un besoin et des initiatives différentes : parfois, c'est l'ajustement des hélices, parfois le choix de la peinture... Il n'y a pas une solution plus qu'une autre, mais un dispositif dans son ensemble.

**« On mérite de gagner les Césars ! »**

**TourMaG.com - Vous êtes candidats aux Césars du Voyage Responsable, pourquoi ce choix ?**

**Pierre Mainguy et Serena Paoli :** Parce qu'il fait sens. Il y a un vrai travail à faire dans ce sens, auprès des parties prenantes et auprès des clients même s'ils sont souvent plus avancés !

On souhaite gagner, parce qu'on travaille vraiment, on le mérite ! Toutes nos initiatives sont passées au crible, nous travaillons beaucoup sur la transition énergétique, d'abord par l'accélération des normes, mais aussi parce qu'il y a eu une forte prise de conscience post-Covid, c'est un vrai sujet de fond.

Ceux qui n'auront pas suffisamment anticipé ce virage (vers le durable, ndlr) auront du mal à évoluer à l'avenir. Les partenaires, les clients, les parties prenantes et l'ensemble de notre écosystème proche sera très sensible et très exigeant sur ces sujets-là. On doit être acteurs et ne pas subir.

Corsica Linea n'est pas une entreprise qui communique beaucoup. Nous sommes pragmatiques, on préfère faire peu, mais bien.

On participe à ce concours parce qu'il fait sens et qu'on veut gagner, parce qu'on pense qu'on le mérite.

# Un appel à projets en soutien à l'économie sociale et solidaire

L'Agence de développement économique de la Corse a lancé, hier, ce nouveau dispositif pour accompagner la création et le développement d'un secteur « tourné vers l'humain » et créateur d'emplois dans de nombreux domaines. Quinze lauréats seront retenus d'ici le 27 janvier

Encore mal connue, l'économie sociale et solidaire (ESS) se trouve parfois réduite aux seuls domaines du caritatif ou des services. Pourtant, ce secteur effectivement « tourné vers l'humain » recouvre un panel d'activités bien plus large, avec de nombreuses créations d'emplois et de ressources à son actif. Dans le cadre de son nouveau Schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation (SRDEI), face aux enjeux consistant à « remettre

l'humain au cœur de l'économie » et à « répondre aux grands défis de la société », la Collectivité de Corse a précisément choisi de miser largement sur l'économie sociale et solidaire.

Une orientation qui passe notamment par un « effort massif de financement », deux fonds de soutien, en direction de l'Adie (Association pour le droit à l'initiative économique) et de Capi Corsica (Corse active pour l'initiative), ayant à cet égard été créés. « En 2022, environ 4,5 millions d'euros ont en ce sens été investis par la collectivité dans cette économie », a ainsi souligné, hier, Alex Vinciguerra, lors d'une conférence de presse organisée à Ajaccio.

## « Réponses concrètes et locales »

L'occasion, pour le président de l'Agence de développement économique de la Corse (Adec), de présenter l'un des nouveaux dispositifs mis en place en faveur d'un secteur d'avenir, « en prise avec les besoins du territoire ». Aux côtés de Jean-Michel Miniconi, directeur de la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire (Cress), et de Maryline Antonetti, chargée d'affaires et de l'économie sociale et solidaire à l'Adec, Alex Vinciguerra a en ce sens annoncé le lancement d'un appel à projets visant à soutenir la création et le développement des structures de l'économie sociale et solidaire en Corse.

« L'ESS, qui représente 10,7 % des emplois du secteur privé sur l'île, pour un total de 1 040 établissements, est un acteur économique de poids, a-t-il souligné. Il s'agit d'une économie particulière, qui n'est pas tournée essentiellement vers la hausse de la rentabilité, et qui permet d'apporter des réponses concrètes et locales, grâce à sa capacité d'adaptation et d'innovation. Notamment dans le cadre d'un milieu rural insulaire culturellement solidaire, il est plus que jamais nécessaire de réaffirmer et d'encourager les principes



Entouré par Maryline Antonetti, chargée d'affaires et de l'économie sociale et solidaire (ESS) à l'Agence de développement économique de la Corse (Adec), et de Jean-Michel Miniconi, directeur de la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire (Cress), le président de l'Adec, Alex Vinciguerra, a annoncé, hier, à Ajaccio, le lancement d'un appel à projets en faveur de la création et du développement des structures de l'ESS en Corse.

FLORENT SELVINI

de proximité », a-t-il poursuivi.

## « Importante marge de progression »

Une ambition d'autant plus forte que l'économie sociale et solidaire comporte une « importante marge de progression », son poids dans l'emploi insulaire étant encore inférieur à celui du Continent. Tandis que sa proportion de CDI (75 %) est quant à elle inférieure à celle des CDI tous secteurs confondus sur l'île (82 %), d'où la volonté de « consolider » également ces postes. Sachant qu'environ 15 000 emplois seront à pourvoir dans ce secteur dans les dix ans à venir.

« Les employeurs sont à 85 % des structures associatives, et à environ 10 % des coopératives, ainsi

que des mutuelles, qui mettent en œuvre des projets dans des thématiques très variées, a précisé le président de l'Adec. Je pense par exemple à l'économie circulaire, ou encore à l'alimentation durable, entre autres. Ces deux axes, mais aussi ceux de l'insertion par l'activité économique - dont celle des travailleurs handicapés -, de la mobilité durable et inclusive, de la commande publique responsable, ou encore de l'innovation sociale, seront justement privilégiés dans le cadre de cet appel à projets. »

## Dépôt des candidatures jusqu'au 27 janvier

Tandis que les emplois liés à l'ESS sont inégalement répartis sur le territoire (par exemple à hauteur de 20 % dans l'intercom-

munalité de l'Ouest Corse, et de 4 % dans celle du Sud), ce nouveau dispositif de soutien - dont les champs d'intervention ont été élargis par rapport au précédent, il y a deux ans - vise en ce sens à répondre à plusieurs objectifs. Parmi lesquels « l'émergence ou le maintien d'activités économiques d'utilité sociale jugées prioritaires par la Collectivité de Corse », « l'accès à un emploi durable pour des personnes vulnérables rencontrant des difficultés sur le marché du travail », ainsi que « l'aide à la mise en place d'outils de productions compétitifs ».

Représentant une aide de 30 à 50 % des coûts admissibles, pour un montant plafonné à 100 000 euros par dossier, l'appel à projets bénéficiera à quinze lauréats, retenus d'ici le 27 jan-

vier prochain, date limite de dépôt des candidatures auprès de l'Adec.

Un dispositif particulièrement bienvenu selon Jean-Michel Miniconi, dans la mesure où il pourra notamment « soutenir le besoin de structuration et de déploiement de l'ESS en Corse ». « L'Adec est un partenaire historique et le soutien financier apporté est bien évidemment primordial pour accompagner le renforcement et le développement de cette économie, qui intervient en complémentarité de l'entrepreneuriat classique et des acteurs publics », a conclu le directeur de la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire.

LAURE FILIPPI

Renseignements : [www.adec.corsica](http://www.adec.corsica)  
contact@adec.corsica

## EN CHIFFRES

10,7

En pourcentage, la proportion des emplois du secteur privé représentés par l'ESS en Corse, soit 6 889 équivalents temps plein, dont 71 % des postes occupés par des femmes. Dans les dix ans à venir, environ 15 000 emplois seront à pourvoir dans le secteur.

1 040

Le nombre d'établissements employeurs de l'ESS sur l'île, 85 % d'entre eux étant des structures associatives, les autres étant des coopératives (environ 10 %) et des mutuelles.

21

En millions d'euros, la rémunération globale annuelle assurée par l'ESS, qui offre 75 % de postes en CDI, soit un taux inférieur à celui des CDI en Corse tous secteurs confondus (82 %).

# L'association pour le libre accès aux plages toujours engagée

Il y a 32 ans maintenant que l'association pour le libre accès aux plages et la défense du littoral (APLAPDL) fait partie du paysage microrégional, et qu'elle poursuit ses objectifs de mise en œuvre de toute action pour faire appliquer les lois et règlements sur la protection de l'environnement et l'urbanisme. « Même si le Covid nous a empêchés de nous réunir annuellement comme nous le faisons auparavant, nous avons évidemment poursuivi nos actions, et avons pu dresser un bilan d'activité plutôt satisfaisant devant les adhérents qui ont participé à notre récente assemblée générale », soulignent ses membres.

## Port, Santa Ghjulia, réseaux...

L'occasion de revenir sur les sujets de préoccupation de l'association, au premier rang desquels l'extension du port de plaisance de Porto-Vecchio, dont les travaux ont débuté au printemps et devraient se poursuivre pendant plusieurs années. Comme l'hiver dernier, l'APLAPDL s'inquiète du « manque d'information et de transparence sur ce projet qui n'est pas encore finalisé. Nous constatons avec amertume que le saccage de ce magnifique fond de golfe se poursuit. Car, sous couvert d'un pseudo-développement économique, nous assistons à une marchandisation effrénée, à

une expropriation par l'argent de notre terre et de notre mer, bref à un bradage organisé et au pillage de nos plus beaux sites, et cela à un moment où les plus hautes autorités scientifiques ne cessent de nous alerter sur les risques que va entraîner le dérèglement climatique. » L'association juge qu'ici « on ne veut rien voir. Pire, on reproduit les erreurs d'un passé récent, en édifant un port de plaisance surdimensionné, qui risque de disparaître à plus ou moyen terme sous les vagues de submersion. »

L'autre point sur lequel l'association alerte depuis longtemps, y

compris cette année par des courriers à la mairie et à la sous-préfecture, concerne la zone de Santa Ghjulia, et plus particulièrement le problème de circulation, de sécurité, de stationnement et d'accès à la baie qui a été soulevé avec le sous-préfet, et a récemment été évoqué en conseil municipal. Les responsables associatifs ont interpellé Jean Christophe Angelini sur ce sujet lors d'un entretien avant la saison estivale. « Nous lui avons également demandé quelles étaient les perspectives de la commune concernant l'ouverture du chemin d'accès à la Casemate d'U Pietraghjonu, qui est un bien commun annexé depuis des années par le privé. Une réponse positive nous a été faite à ce propos et une démarche engagée auprès des autorités compétentes. »

Le bureau de l'association se montre en revanche plus critique face aux problématiques récurrentes des infrastructures de la commune, avec « un réseau routier encombré, un réseau d'assainissement saturé, une station d'épuration obsolète et non conforme, un manque de parkings publics, des soucis de déchets mé-

nagers... » Même attitude face aux ateliers du tourisme durable de Porto Vecchio et au comité consultatif sur l'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune auxquels l'association a participé : « A ce propos, on peut dire qu'après un an de discussions ces réunions n'ont pas été très fructueuses. »

Enfin, en adéquation avec sa zone d'intervention, l'association pour le libre accès aux plages et la défense du littoral a apporté sa contribution à différentes enquêtes publiques : zone de mouillage organisé de San Ciprianu, mouillages organisés pour la grande plaisance autour de la Corse, mais aussi sur la déclaration d'utilité publique de la route qui mène au plateau du Cuscionu. L'APLAPDL précise par ailleurs qu'elle a poursuivi son travail de relevé et analyse des dépôts de permis de construire. « Les dossiers considérés comme non conformes au code de l'urbanisme ont été adressés à la sous-préfecture de Sartène pour qu'elle exerce son contrôle de légalité. »

SANDRINE ORDAN



La beauté de Santa Ghjulia en fait un lieu particulièrement fréquenté, ce qui n'est pas sans poser de problèmes. ARCHIVES MICHEL LUCCIONI



L'association a récemment tenu son assemblée générale.

DOC CM



## TOURMAG DU 6/12

## TOURISME : DES INTENTIONS DE DEPART PLUS INCERTAINES ?

[https://www.tourmag.com/Tourisme-Des-intentions-de-depart-plus-incertaines\\_a116542.html](https://www.tourmag.com/Tourisme-Des-intentions-de-depart-plus-incertaines_a116542.html)

En ce moment, mieux vaut éviter d'allumer la radio ou d'ouvrir son journal, tant les nouvelles ne sont pas rassurantes. La dernière étude de VVF ingénierie démontre que les Français constatent désormais une dégradation du pouvoir d'achat qui influence leur capacité à partir en voyage. Entre le prix de l'essence, de l'électricité, nos compatriotes commencent à rationaliser leurs dépenses.

La guerre en Ukraine, les tensions internationales, le covid, l'inflation galopante, la récession... Depuis quelques mois l'actualité est peu réjouissante.

Même la coupe du monde du foot, l'exutoire des temps modernes, ne fait plus recette.

Et cette conjoncture morose, notamment économique, commence à peser sur les envies de départ des Français. C'est en tout cas, la principale conclusion de la nouvelle étude de VVF ingénierie, une filiale de VVF.

Si 48 % des Français ont prévu de partir en cette fin d'année 2022, ce qui est nettement moins qu'en 2021 (54 %), leur capacité à partir va en grande majorité dépendre de... leur budget (53 %).

Alors que la France connaît une inflation record depuis de nombreuses années, les prix des voyages ont connu la même pente ascendante, avec même une flambée pour l'aérien.

Dans ces conditions et alors que les salariés ne sont pas indexés sur la hausse générale des prix, les Français vont devoir choisir.

**Covid, inflation et prix des carburants... les inquiétudes des voyageurs**

"La question du pouvoir d'achat est centrale dans le quotidien des Français et une dégradation sévère de ce dernier pourrait amener 42 % des répondants à renoncer à leurs vacances cet hiver.

Vient ensuite la perspective de grèves dans le secteur des carburants avec 40 % des vacanciers qui ne prendraient pas le risque de partir sans être sûrs de pouvoir rentrer chez eux," explique le communiqué de presse de VVF.

Et ce n'est pas tout.

Le gouvernement a baissé récemment ses ristournes à la pompe, provoquant une hausse des prix des carburants.



Ils sont 71% à dire que l'impact du coût à la pompe les incite à partir moins, contre 47%.

"Un budget identique à l'an dernier pour la moitié des vacanciers, mais en diminution pour 39 % d'entre eux.

Pour 1 Français sur 2, le budget sera identique à l'an dernier. En revanche, 39 % le revoient à la baisse contre seulement 11 % qui vont l'augmenter pour conserver des prestations identiques ou supérieures à l'hiver 2021," poursuit le communiqué.

L'inflation reste aussi une inquiétude prononcée pour les skieurs. A noter que le covid n'a pas disparu des préoccupations.

Atc.corsica